# CHAMBRE DES COMMUNES

### Le mardi 15 décembre 1953

La séance est ouverte à deux heures et demie.

## CHAMBRE DES COMMUNES

ANNONCE D'UN CHANGEMENT DANS LA RÉMUNÉ-RATION DU PERSONNEL

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le greffier a déposé sur le Bureau un rapport de la Commission du service civil recommandant que des modifications soient apportées à la rémunération du personnel de la Chambre des communes: "Les honorables députés se rappelleront qu'en ce qui regarde les employés temporaires, j'ai fait une annonce qui figure à la page 426 du hansard du 27 novembre 1953; la revision se fera sur un plan semblable et sera appliquée à compter du 1° décembre.

#### QUESTIONS DE PRIVILÈGE

M. LOW—ALLUSION À UNE DÉCLARATION PARUE DANS LE "SUN" DE VANCOUVER

M. Solon E. Low (Peace-River): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. On m'a signalé un article publié à la page 4 du Sun de Vancouver, numéro du 8 décembre et dont l'auteur est M. Elmore Philpott. Dans son article, l'auteur écrit:

Il semble donc que le parti créditiste s'apprêterait à devenir, de propos délibéré, bruyant champion du McCartyisme au Canada.

La question de privilège que je veux soulever est la suivante: l'auteur de l'article dont j'extrais cette phrase s'efforce de faire croire que le mouvement créditiste s'apprête à se faire le champion du McCarthyisme au Canada. C'est là une hypothèse aussi fantastique que bien d'autres que M. Elmore Philpott a formulées au cours de ces dernières années. Je tiens à bien préciser à son intention et à l'intention de tous les autres Canadiens que le mouvement du Crédit Social dont j'ai l'honneur d'être le porte-parole n'a pas l'intention, d'être ni de devenir le champion du McCarthyisme au pays. Je croyais l'avoir établi avec précision le 25 novembre, alors que j'ai déclaré aux Communes: "Je veux qu'il soit bien entendu qu'à mon avis tout Canadien qui tente de s'immiscer dans leurs affaires (celles des États-Unis) agit inconsidérément."

Monsieur l'Orateur, nous avons toujours exigé avec insistance (et notre position sur ce point n'a pas varié) qu'on s'efforce par tous les moyens possibles d'écarter des services du Gouvernement et de nos industriesclefs les communistes et leurs sympathisants. Mais quand le Canada mène des enquêtes de filtrage ou à d'autres fins de sécurité, nous exhortons le Gouvernement à les mener en se conformant strictement aux lois; nous voulons qu'on veille avec le plus grand soin à ne pas proclamer des gens coupables par association seulement et qu'on respecte d'une manière absolue les droits et les libertés des Canadiens, tout en sauvegardant étroitement la dignité de nos tribunaux et de notre procédure juridique.

### M. BROOKS—ALLUSION À DES REMARQUES FORMULÉES PAR LE DÉPUTÉ DE TÉMISCOUATA

M. A. J. Brooks (Royal): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. Je regrette de ne pas avoir été à la Chambre hier soir, lorsque le député de Témiscouata (M. Pouliot) a pris la parole. Il a parlé de moi, ainsi qu'en fait foi la page 958 du compte rendu, dans les termes suivants:

Si la note que j'ai prise est exacte...

Je puis lui assurer qu'elle n'est pas exacte. Parlant encore de moi, il a poursuivi en disant:

...il a dit qu'à cause de cela, il était impossible à la province de s'occuper de la conservation des ressources naturelles à l'intérieur de ses frontières. C'est bien malheureux. Il a même donné à entendre,—et j'ai noté cela par écrit,—que le gouvernement du dominion,—et je dis bien encore "gouvernement du dominion" et non "gouvernement du Canada",—devrait avoir le contrôle de nos forêts.

Je n'ai jamais dit, dans le discours que j'ai prononcé, que "le gouvernement du dominion devrait avoir le contrôle ou prendre possession de nos forêts" ni au Nouveau-Brunswick, ni dans aucune autre province. En ce qui concerne l'emploi du terme "dominion", j'ai relu très attentivement mon discours, et le terme "dominion" n'y a pas été employé. Je me suis servi du terme "fédéral"; mais je dirai que je n'aurais aucune objection à ce qu'on emploie le mot "dominion", car j'ai toujours regretté qu'on l'ait abandonné.